

ARRÊTÉ

821.10.290513.1

étendant le champ d'application de l'avenant du 18 février 2013 à la convention collective de travail du commerce de détail de la ville de Nyon

du 29 mai 2013

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu l'arrêté du 4 avril 2012 étendant le champ d'application de la convention collective de travail du commerce de détail de la ville de Nyon (Feuille des avis officiels du Canton de Vaud N°38 du 11 mai 2012)

vu la demande présentée par :

- la Société Industrielle et Commerciale de Nyon (SIC), d'une part et
- le syndicat Unia, d'autre part

publiée dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud N°34 du 26 avril 2013 et signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce N°83 du 1er mai 2013

vu l'article 7, alinéa 2 de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail

vu l'article 62 de la loi cantonale du 5 juillet 2005 sur l'emploi

vu le préavis du Département de l'économie et du sport

arrête

Art. 1

¹ Le champ d'application des clauses de l'avenant du 18 février 2013, reproduites en annexe et qui modifient la convention collective de travail du commerce de détail de la ville de Nyon, est étendu à l'exception des passages imprimés en italique.

Art. 2

¹ Les clauses étendues s'appliquent, sur tout le territoire de la commune de Nyon, aux rapports de travail entre:

- a. d'une part les employeurs (entreprises ou parties d'entreprises) dont l'activité est du ressort de la branche du commerce de détail, à l'exception des boulangeries-pâtisseries-confiseries, des magasins de glaces, des magasins de tabac et journaux, des kiosques, des magasins de fleurs et de jardinage, des pharmacies et des domaines agricoles pratiquant la vente à la ferme. On entend par commerce de détail tous les magasins ou locaux sur rue ou à l'étage, munis ou non de vitrines, accessibles à la clientèle, qu'une entreprise commerciale ou artisanale utilise, même occasionnellement ou partiellement, pour la vente aux consommateurs ;
- b. d'autre part:
 - tous les travailleurs occupés par ces employeurs, indépendamment de leur mode de rémunération, à l'exception du personnel administratif, des cadres, des membres de la direction et des apprentis ;
 - le personnel de vente temporaire. Est considérée comme temporaire toute personne engagée par un contrat de durée déterminée ; la durée d'un tel contrat, même cumulée, ne peut excéder 4 mois dans l'année, soit 120 jours, quel que soit le taux d'activité, la date d'entrée en vigueur du premier contrat faisant foi.

Art. 3

¹ Les dispositions étendues de la convention et de son avenant relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2, alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét ; RS 823.201), sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur de la commune de Nyon, ainsi qu'à leurs employé(e)s, pour autant qu'ils exécutent un travail sur la commune de Nyon. La commission paritaire de la convention est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat prend acte de l'absence d'opposition.

Art. 5

¹ Les frais de procédure sont à la charge des organisations contractantes, qui en répondent solidairement.

Art. 6

¹ Le présent arrêté entre en vigueur le 1er du mois qui suit sa publication dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud et prend effet jusqu'au 31 décembre 2014.

Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 26 juin 2013.

Publié dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud No 56 du 12 juillet 2013.

**Avenant No 1 du 18 février 2013
à la convention collective de travail du commerce de détail de la ville de Nyon**

*Les parties à la convention collective de travail susmentionnée du 19 novembre 2010
conviennent de modifier celle-ci, avec effet au 1^{er} mars 2013 comme suit :*

ANNEXE 2

Fonctions (*)	Salaire mensuel brut 12x l'an au 01.03.2013
Employé sans CFC, ayant moins de 3 années de pratique	CHF 3525.-
Employé au bénéfice de 3 années de pratique, sans CFC	CHF 3626.-
Employé titulaire d'un CFC, ayant moins de 2 années de pratique	CHF 3626.-
Employé titulaire d'un CFC, après 2 années de pratique ou titulaire d'un CFC de gestionnaire de vente	CHF 3726.-

(*) Les fonctions sont définies à l'article 3 de la CCT.

Lausanne, le 18 février 2013